

Cote du document: EB 2012/LOT/P.11/Rev.1
Date: 9 décembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le

Projet de développement intégré et durable des zones arides dans les États de Nueva Esparta et de Sucre (PROSANESU)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Francisco Pichón
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2128
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	v
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	11
Appendice	
Marco lógico (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

CIARA	Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire
PROSALAFA	Projet de développement rural durable dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

Bolivarian Republic of Venezuela

Arid, Semi-Arid and Transitional Areas Development Project in the States of Nueva Esparta and Sucre (PROSANESU)

President's report



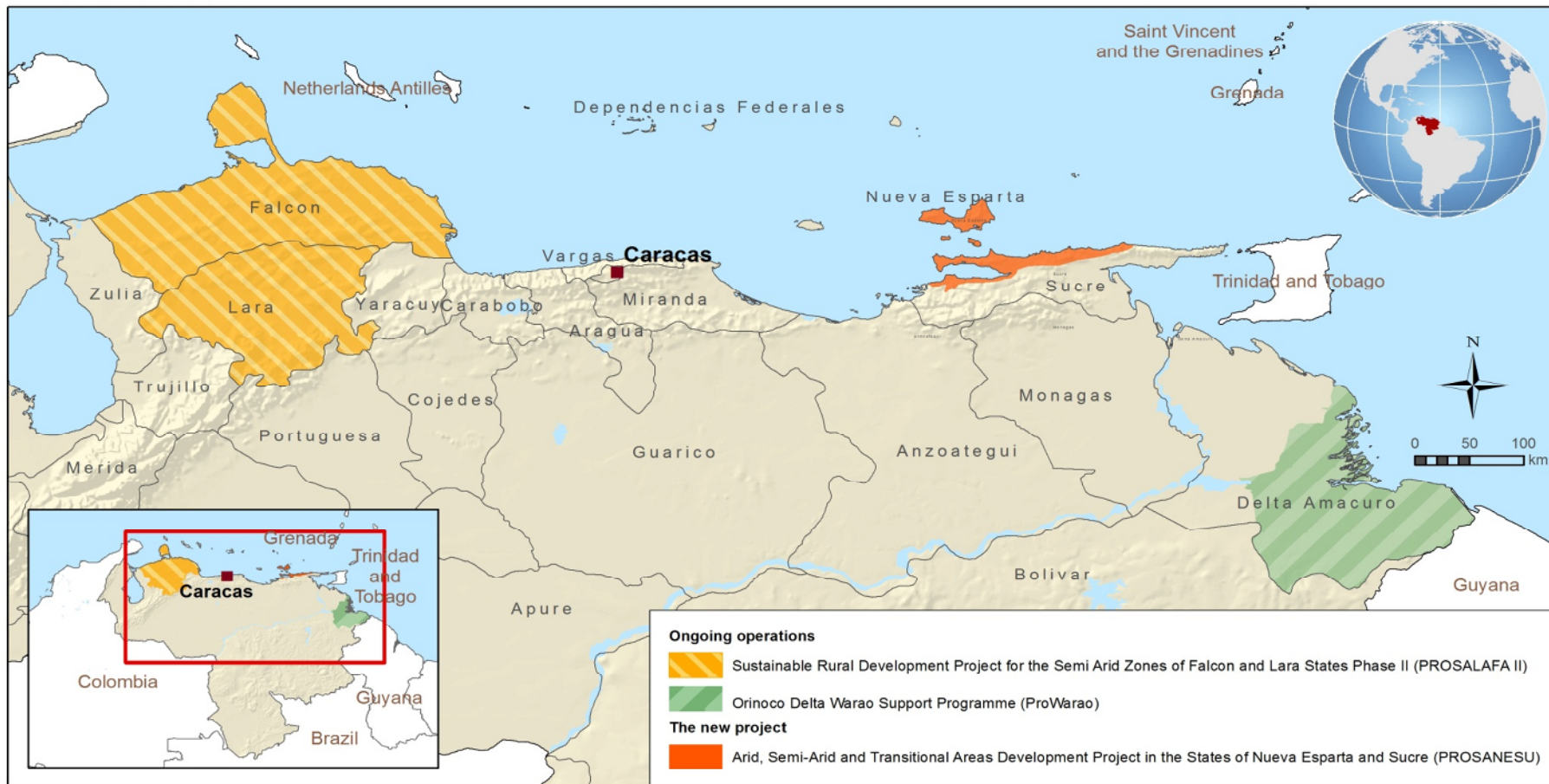
Source: Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



Bolivarian Republic of Venezuela

IFAD-funded operations

President's report



18-09-2012



Source: Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République bolivarienne du Venezuela

Projet de développement intégré et durable des zones arides dans les États de Nueva Esparta et de Sucre (PROSANESU)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République bolivarienne du Venezuela
Organisme d'exécution:	Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire
Coût total du projet:	68,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	4,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Cofinanceurs:	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol), Société andine de développement
Montant du cofinancement:	Fonds fiduciaire espagnol: 10,71 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD) Société andine de développement: 15,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Fonds fiduciaire espagnol: mêmes conditions que pour le prêt du FIDA
Contribution de l'emprunteur:	28,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,8 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le Projet de développement intégré et durable des zones arides dans les États de Nueva Esparta et de Sucre (PROSANESU), telle qu'elle figure au paragraphe 39.

Proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le Projet de développement intégré et durable des zones arides dans les États de Nueva Esparta et de Sucre (PROSANESU)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. De vastes réformes politiques et sociales, portant sur l'autonomie des communautés, la souveraineté alimentaire et le développement rural intégré, ont été entreprises en République bolivarienne du Venezuela au cours de ces dernières années. Ces initiatives comprennent notamment la grande mission AgroVenezuela, la régularisation des droits fonciers et la mise en place d'un système de conseils communaux et de communes (regroupant plusieurs communautés), qui sont le fondement d'une démocratie participative ou "pouvoir populaire". En tant qu'importateur net de produits alimentaires, et compte tenu de la volatilité croissante des prix des denrées alimentaires, la République bolivarienne du Venezuela est convaincue de l'importance stratégique de la souveraineté alimentaire, qui est l'un des objectifs nationaux. Grâce aux réformes juridiques et institutionnelles, les populations rurales pauvres et les autres groupes traditionnellement marginalisés ont beaucoup plus facilement accès à la terre et au crédit.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le projet s'inscrit dans la droite ligne de l'objectif général du FIDA, qui est d'œuvrer pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance (Cadre stratégique du FIDA 2011-2015), et il correspond au programme d'options stratégiques axé sur les résultats de 2006 (COSOP) pour la République bolivarienne du Venezuela. Les objectifs stratégiques du FIDA pour le pays restent tout à fait pertinents dans le contexte politique actuel: i) renforcer les institutions de développement rural et les organisations des populations pauvres à l'échelon local et national; ii) améliorer l'accès de la population rurale aux services financiers; et iii) faire en sorte que la sécurité alimentaire des groupes vulnérables soit garantie et qu'ils disposent de services techniques de meilleure qualité et des moyens nécessaires pour assurer durablement leur subsistance.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

3. Le Projet de développement intégré et durable des zones arides dans les États de Nueva Esparta et de Sucre (PROSANESU) sera mis en œuvre dans 234 communautés au total, à savoir toutes les communautés rurales et périurbaines des 11 municipalités de l'État insulaire de Nueva Esparta (archipel formé des îles de Margarita, Coche et Cubagua) et de 10 municipalités (sur un total de 15) situées sur

la côte de l'État de Sucre, le long de la mer des Caraïbes. La superficie terrestre totale de la zone d'intervention est de 2 406 kilomètres carrés, répartis de manière à peu près égale entre les deux États. Les territoires concernés comprennent des régions arides et semi-arides et des zones de transition, ainsi que des habitats côtiers et marins où les ressources naturelles sont fragiles, menacées ou dégradées. Le projet aura pour bénéficiaires directs environ 55 000 ménages parmi les plus pauvres dans les deux États (20 000 dans celui de Nueva Esparta et 35 000 dans celui de Sucre), et il accordera une attention particulière aux femmes et aux jeunes.

4. L'approche du projet en matière de ciblage est fondée sur des critères relatifs à la pauvreté et à l'environnement. Une bonne partie des ménages ciblés sont tributaires pour leur subsistance de l'écosystème marin, qui est menacé par les effets du changement climatique, responsable de la diminution des stocks de poissons. La plupart des autres ménages ciblés tirent leur subsistance de l'agriculture paysanne et du petit élevage, qui souffrent du manque d'eau, de l'insuffisance des infrastructures et de l'utilisation non réglementée des ressources hydriques. Par conséquent, en raison du chômage et de l'absence d'autres moyens de subsistance, l'État de Sucre enregistre une émigration nette. La charge imposée aux femmes, qui sont responsables des soins aux enfants, de la production vivrière et des autres activités de subsistance, s'en trouve accrue. Les jeunes, qui ont peu de perspectives dans leur communauté, sont ceux qui risquent le plus d'émigrer; ils constitueront donc un des groupes cibles prioritaires du projet.

B. Objectif de développement du projet

5. Afin de favoriser la diversification des moyens de subsistance qui reposent traditionnellement sur la pêche artisanale, l'agriculture paysanne et le petit élevage, le projet appliquera une stratégie participative de planification territoriale et de gestion des écosystèmes. Dans le cadre du processus de planification territoriale, les organisations du pouvoir populaire à l'échelon des communautés et des secteurs donneront, avec l'aide du projet, leur interprétation des vulnérabilités actuelles et passées, qui sont enracinées dans les problèmes environnementaux, ainsi que leur vision concernant la manière d'y remédier. On aura recours à la cartographie participative et à d'autres techniques pour organiser des réseaux et nouer des partenariats aux fins de la gestion et de la conservation des ressources naturelles. Dans ce contexte, les organisations du pouvoir populaire seront renforcées afin qu'elles puissent assumer un rôle essentiel dans le processus de gouvernance et s'engager dans des initiatives économiques qui permettront d'accroître les revenus des ménages et de les diversifier.
6. Le projet réduira la pauvreté dans les villages ciblés moyennant: i) le renforcement des capacités des organisations du pouvoir populaire en matière de gouvernance, notamment leur aptitude à réglementer l'utilisation et la conservation des ressources naturelles par le biais d'alliances territoriales intercommunautaires (composante 1); ii) la diversification des initiatives rémunératrices dans le cadre du système économique communautaire, sachant qu'elles doivent être compatibles avec une utilisation durable des ressources naturelles et particulièrement profitables aux femmes et aux jeunes (composante 2); et iii) l'amélioration de l'accès aux services financiers grâce au développement de structures de microfinance auto-organisées qui permettront aux ménages d'épargner, d'obtenir du crédit et de gérer les risques de manière plus efficace (composante 3).

C. Composantes/résultats

7. La **composante 1 – renforcement des capacités des organisations du pouvoir populaire en matière de gouvernance** – consolidera les organisations à assise communautaire afin qu'elles puissent assumer le rôle de chef de file, tant pour la gestion des ressources naturelles que pour la diversification économique à l'échelon territorial, et créera les conditions indispensables à la mise en œuvre des composantes 2 et 3. Le projet s'emploiera, en collaboration avec une organisation du

pouvoir populaire dans chaque communauté, ou avec plusieurs si nécessaire, à faciliter la création et la consolidation de structures autonomes englobant plusieurs communautés à une échelle territoriale intermédiaire. Chaque organisation établira un plan de renforcement des capacités et le présentera en vue d'obtenir un cofinancement. S'il est approuvé, ce plan sera mis en œuvre par l'organisation elle-même. On s'attachera en priorité à améliorer les processus participatifs, à mener des activités de suivi social et à encourager l'adoption par consensus, à l'échelon territorial, d'une réglementation de l'utilisation de l'eau et des autres ressources naturelles, et la formation d'alliances institutionnelles pour coordonner les programmes du secteur public qui ont une incidence sur la zone du projet.

8. Les plans de gestion territoriale seront fondés sur la recherche-action participative et sur la cartographie, qui systématise les savoirs locaux et permet de repérer les zones vulnérables et les ressources mises en commun. L'efficacité des plans ainsi élaborés sera évaluée par rapport aux critères fixés par les organisations concernées. Le processus de planification sera appliqué aux ressources naturelles marines et aux zones exposées aux inondations et à l'érosion, ainsi qu'aux zones d'usage traditionnel. Les communautés désigneront les zones côtières et les habitats marins qui bénéficieront des activités de conservation et, avec l'appui du projet, elles obtiendront la reconnaissance officielle de ce statut par les autorités compétentes du secteur. Dans le cadre du processus de planification, le projet apportera son appui en ce qui concerne l'évaluation des risques de catastrophes naturelles et l'importance accordée à l'adaptation au changement climatique. Il facilitera la coordination avec les autorités compétentes dans les domaines de la pêche, de l'agriculture et des parcs nationaux, entre autres, appuyant également la formation, l'assistance technique et les autres activités nécessaires pour rendre la gestion territoriale efficace. En outre, le projet donnera la priorité à la remise en état des mangroves, au traitement des eaux usées, à l'évacuation des déchets solides et à la protection des sources d'eau.
9. La **composante 2 – diversification des initiatives communautaires rémunératrices** – facilitera la préparation et le cofinancement d'initiatives rémunératrices qui contribuent à la diversification et à la durabilité des moyens de subsistance, sont étayées par un plan réalisable de viabilité financière, sont conformes aux réglementations environnementales et sont alignées sur les priorités énoncées dans les plans territoriaux et les plans de gestion des ressources naturelles établis au titre de la composante 1. Le projet financera en priorité les diverses activités économiques possibles qui visent à favoriser l'intégration des femmes et des jeunes. Outre l'appui apporté aux organisations communautaires du pouvoir populaire, il aidera à consolider les coopératives, les entreprises de propriété sociale, et les microentreprises familiales et communautaires, en encourageant notamment la participation des femmes et des jeunes. Grâce à un soutien sur le plan technique et organisationnel, les ménages tireront des revenus plus élevés d'activités traditionnelles mieux gérées, parmi lesquelles la pêche artisanale, l'élevage de caprins et d'ovins, et l'agriculture paysanne intensive. La viabilité de ces activités devrait être améliorée moyennant des alliances horizontales et une intégration verticale. En outre, les producteurs devraient tirer profit de l'adoption de techniques respectueuses de l'environnement qui leur permettront d'obtenir un label écologique.
10. Afin de faire face aux effets du changement climatique sur les stocks de poissons, le projet s'associera, dans le cadre de programmes, aux efforts de développement de l'aquaculture, en vue de produire des macroalgues, des mollusques et d'autres espèces commercialisables. Des initiatives nouvelles dans les domaines de l'écotourisme communautaire (compte tenu de l'environnement insulaire et côtier) et de l'agro-industrie offriront de plus larges perspectives aux femmes et aux jeunes. Le développement de ces secteurs stimulera la demande et donnera un coup de pouce aux revenus non seulement des producteurs primaires, mais aussi des artisans et des ouvriers du bâtiment. Toutes les activités rémunératrices seront associées,

directement ou indirectement, à des investissements en faveur de la gestion des ressources naturelles, en particulier ceux qui visent à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau. Pour contribuer à gérer les risques inhérents à cette démarche, le projet va faciliter l'accès aux services financiers, dont l'épargne, le crédit et différentes modalités d'assurance (composante 3).

11. La **composante 3 – amélioration de l'accès aux services financiers** – vise à mettre en place et à appuyer des structures communautaires de microfinance qui permettront aux ménages d'épargner, d'obtenir du crédit et de gérer les risques de manière plus efficace. L'accès aux services financiers (épargne, crédit et microassurance) revêt une importance stratégique pour les ménages pauvres dont les revenus sont faibles et varient selon la saison. Le projet mettra à profit et transposera à plus grande échelle les résultats obtenus et la vaste expérience acquise précédemment dans ce secteur, en République bolivarienne du Venezuela, par la Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire (CIARA) et le FIDA. Il va appuyer les activités d'éducation en matière de gestion financière; prendre des dispositions visant à encourager l'épargne familiale et collective; promouvoir des politiques de prêt compatibles avec les normes environnementales; et faciliter l'accès à la microassurance (assurance vie, assurance agricole et assurance des biens). Il favorisera la création d'organisations de microfinance, et les renforcera, notamment les banques collectives, quel que soit leur lieu d'établissement. Chaque organisation de microfinance élaborera un plan stratégique aligné sur les priorités en matière de développement local. Enfin, le projet réalisera des études de faisabilité sur la microassurance et les services bancaires itinérants, afin de mettre au point des projets pilotes dans ces zones et d'établir ultérieurement des plans d'action pour la mise en œuvre de ces services financiers. Le suivi-évaluation (S&E) de ces activités aidera à concevoir des services et des produits financiers nouveaux adaptés aux besoins des initiatives économiques locales.
12. La mise en œuvre des trois composantes du projet sera coordonnée, car la plupart des ménages participeront à une ou plusieurs des activités relevant de chacune des composantes. Par exemple, un groupe d'épargne pourra décider de créer une activité, ou un ménage d'ouvrir un compte d'épargne et également de participer à une initiative de gestion des ressources naturelles. Le lien entre la création d'entreprises communautaires et familiales et l'accès au crédit et à d'autres services financiers constituera une dimension importante. Le projet facilitera l'accès au crédit et à d'autres services financiers pour les groupes qui établissent un plan d'activité crédible et sont sélectionnés pour bénéficier des transferts du projet, ce soutien leur étant parfois accordé à différents stades de développement de leur entreprise. À cet égard, la participation des membres du groupe à une formation ou à des groupes d'épargne et la souscription d'une microassurance seraient autant de facteurs positifs.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. Les décisions concernant les priorités en matière d'investissement, auxquelles le projet doit donner son appui, reviendront directement et exclusivement aux membres des communautés, aux organisations et aux autorités territoriales, qui présentent des propositions dans le cadre de la procédure publique de sélection ouverte décrite dans le manuel d'opérations du projet. Des règles établies selon des procédures participatives seront appliquées pour déterminer les investissements à financer, ainsi que le nombre et le montant des transferts financiers. Des comités locaux dont les membres connaissent bien le domaine concerné et sont représentatifs de la communauté choisiront les propositions d'investissement auxquelles la priorité a été donnée dans les plans territoriaux. L'exécution du projet suivra un ordre logique, commençant par les activités de renforcement des

capacités, la planification à l'échelon local et l'établissement des priorités, pour finir par la formulation et la mise en œuvre de propositions qui i) renforcent la capacité des communautés, à l'échelon territorial, à gérer la terre, l'eau et les autres ressources naturelles; ii) jouent un rôle stratégique dans la diversification des moyens de subsistance et la promotion d'initiatives locales génératrices de revenus, dans le cadre du système économique communautaire; et iii) sont particulièrement profitables aux femmes et aux jeunes.

B. Cadre organisationnel

14. CIARA sera chargée de l'exécution du projet. Cette fondation, qui relève du Ministère de l'agriculture et des terres, a été l'organisme d'exécution de sept des huit derniers projets appuyés par le FIDA en République bolivarienne du Venezuela. CIARA mettra en place une unité d'exécution du projet relevant directement de son directeur général. Des équipes de projet seront affectées aux bureaux de CIARA à l'échelon central, dans les États de Nueva Esparta et de Sucre, où elles coordonneront les opérations avec les organisations du pouvoir populaire, les organismes de secteur et les autorités municipales. Dans l'État de Nueva Esparta, CIARA enverra sur le terrain trois équipes de projet comptant au total 16 spécialistes; dans l'État de Sucre, les équipes de terrain seront au nombre de quatre et compteront 21 spécialistes. Les dispositions prises pour l'exécution du projet viseront à renforcer les capacités opérationnelles de CIARA et sa présence sur le terrain dans les deux États ciblés.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

15. Le projet va mettre en place un système de S&E participatif conçu non seulement pour suivre l'impact social et économique, mais aussi pour veiller à ce que les différents intervenants assimilent pleinement les enseignements tirés de la mise en œuvre pour être en mesure d'adapter la conception du projet à la situation locale et pour faciliter l'ajustement des règles et procédures utilisées en fonction de l'expérience acquise. Les progrès accomplis en matière d'égalité entre les sexes et d'intégration des jeunes dans le cadre des trois composantes seront suivis de près au moyen d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs et d'études de cas.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

16. Les produits du prêt du FIDA et du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol) seront virés sur un ou deux comptes ouverts à cet effet auprès de la Banque centrale du Venezuela. Les comptes du projet seront ouverts auprès de banques commerciales agréées par le FIDA.
17. Les états financiers consolidés non vérifiés seront présentés au FIDA dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque exercice budgétaire. Les comptes du projet seront vérifiés conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets et à l'article 9 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole. Le rapport d'audit global sera soumis dans les six mois suivant la fin de chaque exercice financier.
18. La gestion financière et la passation des marchés seront effectuées selon les procédures générales appliquées par l'emprunteur pour le secteur public, dans la mesure où elles sont conformes aux prescriptions du FIDA en matière fiduciaire et aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets.
19. Les audits des comptes des dépenses du projet, réalisés périodiquement au niveau des communautés, ainsi que le prescrivent les lois gouvernementales du pouvoir populaire, permettront aux bénéficiaires de surveiller les investissements publics aux échelons local et territorial. Ces mesures seront pleinement intégrées au système de S&E participatif.

E. Supervision

20. Conformément à la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution, le Fonds supervisera directement le projet et apportera un appui à l'exécution, avec la participation du Ministère de la planification et des finances et du Ministère de l'agriculture et des terres, à qui il appartiendra de prendre les dispositions voulues à cet effet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

21. Le projet sera exécuté sur une période de six ans. Son coût total est de 68,8 millions d'USD, dont 58,5 millions d'USD (85%) correspondent aux investissements, destinés principalement à financer les sous-projets des communautés et les transferts effectués au titre des trois composantes du projet. Une provision pour imprévus techniques et financiers d'un montant approximatif de 2,1 millions d'USD (3% du coût de base) a été prévue.

B. Financement du projet

22. Sur un coût total équivalant approximativement à 68,8 millions d'USD, le FIDA apportera approximativement l'équivalent de 7,0 millions d'USD (10%) sous forme de prêt. La Société andine de développement et le Fonds fiduciaire espagnol apporteront chacun, par le biais d'un prêt, approximativement l'équivalent de 15,0 millions d'USD (22% chacun). Le gouvernement versera approximativement l'équivalent de 28,0 millions d'USD (41%), qui couvriront la plupart des dépenses de fonctionnement. La contribution des organisations de bénéficiaires devrait s'élever approximativement à l'équivalent de 3,8 millions d'USD (6%). Il convient de noter que le montant alloué à la République bolivarienne du Venezuela, au titre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), s'élève à 7,0 millions d'USD pour le cycle actuel 2010-2012, ce qui ne représente que 10% du financement total du projet.

C. Résumé des avantages et analyse économique

23. Les divers avantages qui découleront du projet sont notamment les suivants:
- i) l'amélioration de la durabilité, de la productivité et de la sécurité alimentaire pour environ 55 000 ménages de producteurs ruraux et périurbains pratiquant une agriculture familiale; ii) la hausse des revenus grâce à la diversification de l'économie rurale, au profit essentiellement des femmes et des jeunes; iii) une plus grande égalité entre les sexes grâce à un meilleur accès à la formation, aux capitaux d'investissement, à l'épargne, au crédit et à d'autres services financiers; iv) la participation des ménages pauvres et extrêmement pauvres à des activités économiques viables; v) l'amélioration des capacités institutionnelles et organisationnelles dans le domaine de la gestion des ressources naturelles; et vi) une plus grande aptitude à participer aux activités, à effectuer le S&E et à appliquer les enseignements tirés dans le cadre d'initiatives plus vastes à l'échelon territorial. Grâce aux investissements du projet, les moyens de subsistance seront plus résistants aux effets du changement climatique, plus diversifiés et plus solidaires.
24. Les avantages du projet exposés ci-après méritent d'être soulignés:
- Au total, 55 000 ménages améliorent leur capacité d'auto-organisation et accroissent leurs revenus tout en mettant sur pied des modes de subsistance durables dans les régions arides et semi-arides et dans les zones de transition visées par le projet.
 - Au moins 70% des structures du pouvoir populaire et autres associations locales appuyées par le projet mettent en œuvre des plans visant à renforcer leurs capacités d'organisation et améliorent leur aptitude à participer aux activités, à les évaluer et à appliquer les enseignements tirés dans le cadre d'initiatives à l'échelon territorial.

- Au moins 60% de ces organisations jouent un rôle actif dans la formulation et la validation sur le terrain de plans de développement territorial, et améliorent leur capacité de gestion des ressources naturelles, moyennant l'application d'accords communautaires ou intercommunautaires.
 - Au moins 50% des organisations s'occupant de pêche et d'aquaculture participent à l'élaboration de réglementations applicables au secteur et à la conception de stratégies de cogestion.
 - Au moins 80% des organisations du pouvoir populaire, coopératives, entreprises de propriété sociale, microentreprises familiales, et associations de femmes et de jeunes appuyées par le projet formulent des propositions et obtiennent un cofinancement pour les mettre en œuvre, conformément aux priorités définies en matière de développement territorial.
 - Au moins 80% des initiatives économiques financées parviennent à accroître la valeur des actifs des membres et à augmenter leurs revenus, et sont encore viables au bout de trois ans.
 - Environ 44 000 ménages bénéficient d'une formation en gestion financière.
 - Au moins 40% des communautés appuyées par le projet améliorent leur accès aux services financiers; cette amélioration concerne essentiellement les femmes et les jeunes qui créent et maintiennent des dispositifs d'épargne individuels et collectifs.
 - Au moins 25% des organismes de microfinance mettent en œuvre des plans de renforcement des capacités d'organisation et améliorent leur aptitude à assurer des services financiers appropriés qui répondent aux besoins locaux.
 - La réalisation d'une étude de faisabilité sur la microassurance et de projets pilotes permet à un certain nombre d'organismes ruraux d'épargne et de crédit d'offrir divers produits d'assurance en plus de leurs services traditionnels.
 - La réalisation d'une étude de faisabilité sur les services bancaires itinérants et d'activités pilotes débouche sur un plan d'action visant à développer ces services dans la zone du projet.
 - Le S&E de ces activités permet de concevoir des produits financiers et des services nouveaux qui correspondent aux besoins des initiatives économiques locales.
25. D'après les valeurs des indicateurs, le projet est économiquement réalisable, son taux de rentabilité économique (TRE) étant de 14%. Cette valeur n'est pas très élevée, car toute une série d'avantages du projet à moyen et long terme, allant du renforcement des capacités à la gestion des ressources naturelles et à la mise en place de petites infrastructures favorisant l'utilisation efficiente de l'eau, n'ont pas été quantifiés dans l'analyse. Par conséquent, le TRE estimatif peut être interprété comme indiquant la rentabilité minimale. Par ailleurs, le projet est peu sensible à la diminution des avantages, à l'augmentation des coûts ou au retard pris dans la concrétisation des avantages.

D. Durabilité

26. La durabilité des bénéficiaires du projet passe par: i) l'amélioration de la gouvernance et l'appui apporté à la planification participative, qui renforceront les capacités nécessaires à l'échelon territorial pour gérer la terre, l'eau et les autres ressources naturelles, qui jouent un rôle stratégique dans les zones ciblées et contribuent à la diversification économique et à la durabilité des moyens de subsistance; ii) le renforcement des capacités des communes, des communautés et de diverses organisations de producteurs, qui est essentiel pour qu'elles participent efficacement à l'autonomie des territoires; et iii) l'amélioration de l'accès aux services financiers, qui permettra aux ménages d'épargner, d'obtenir du crédit et de gérer les risques de manière plus efficace. Les évaluations des investissements en faveur des divers sous-projets seront fondées sur les critères suivants: viabilité financière et

technique; existence de solutions permettant de répondre durablement à la demande supplémentaire d'eau consécutive à l'investissement; compatibilité de l'activité avec les objectifs en matière de viabilité écologique; et capacité des groupes à gérer et entretenir les investissements, entre autres.

27. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne risque pas d'avoir d'effet négatif notable sur l'environnement. La priorité sera donnée à la gestion des ressources hydriques, moyennant des mesures de conservation et de rationalisation de l'utilisation de l'eau. Conformément aux réglementations nationales, le projet encouragera des méthodes de pêche améliorées, afin de ne pas aggraver les dommages causés par le changement climatique en épuisant les stocks. Les initiatives d'aquaculture, ainsi que les investissements concernant le traitement après capture, au profit des ménages qui vivent de la pêche artisanale, contribueront à augmenter leurs revenus sans exercer une pression supplémentaire sur les stocks de poissons. Le défi à relever consiste à utiliser la gestion collective des ressources naturelles pour inverser la dégradation des ressources essentielles pour les moyens de subsistance en milieu rural, et ce dans le cadre d'un processus plus général d'adaptation au changement climatique. Tous les investissements dans les sous-projets seront examinés soigneusement en vue de déceler un éventuel impact sur l'environnement. Ce processus, de même que l'évaluation permanente de l'impact sur l'environnement, est jugé essentiel pour la mise en place de méthodes d'adaptation et de gestion des risques de nature à réduire la vulnérabilité des petits producteurs face à la multiplication des agressions et des chocs en rapport avec le climat.

E. Identification et atténuation des risques

28. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat estime qu'il est "très probable" que la durée et l'intensité des phénomènes liés à El Niño auront à l'avenir de plus en plus de répercussions sur la zone du projet. En tout état de cause, comme cela a été le cas pendant l'hiver de 2010, des pluies intenses peuvent aussi provoquer des inondations et des glissements de terrain et donc entraîner des pertes humaines et matérielles. Les catastrophes naturelles dues au climat qui ont frappé le pays se sont en effet multipliées de manière spectaculaire au cours des 25 dernières années. Le projet fera face aux risques liés au changement climatique en mettant en place des moyens de subsistance plus résistants, en créant de solides capacités institutionnelles pour gérer l'utilisation et la conservation des ressources naturelles, et en réduisant par divers autres moyens la vulnérabilité face à des variations climatiques qui pourraient être brutales.
29. Les autres risques liés à l'exécution du projet concernent le processus de planification territoriale mené par les organisations du pouvoir populaire à l'échelon des communautés et des secteurs. La portée de ce processus, que le gouvernement est déterminé à mettre en œuvre, est vaste et complexe. Un effort considérable d'apprentissage doit être entrepris aux différents niveaux, et les institutions gouvernementales nationales doivent prendre des dispositions opérationnelles décentralisées à l'échelon territorial. Cela dit, dans le cadre des deux phases du Projet de développement rural durable dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara (PROSALAF), CIARA a déjà acquis une vaste expérience en utilisant la cartographie participative et d'autres techniques pour favoriser la gouvernance territoriale et la gestion des ressources naturelles.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

30. Le projet s'inscrit parfaitement dans le cadre de la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA (2011) et de sa Stratégie concernant le changement climatique (2010), selon lesquelles la capacité d'adaptation des moyens de subsistance repose sur une utilisation durable des

ressources naturelles. Le projet est également conforme à la Politique du FIDA en matière de finance rurale (2009) puisqu'il favorise l'épargne, l'accès au crédit et l'amélioration de la capacité des ménages pauvres à faire face aux risques financiers grâce à la microassurance.

31. Le projet est également en harmonie avec la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012). L'un de ses principaux objectifs est de garantir une répartition plus équitable des revenus et du pouvoir de décision entre les femmes et les hommes, et le cadre logique comprend des indicateurs pertinents à cet égard. Le projet visera également à : assurer une participation équitable des femmes, des hommes et des jeunes aux processus de planification territoriale (composante 1); multiplier les possibilités offertes aux femmes et aux jeunes de disposer d'un revenu indépendant et de décider de son utilisation (composante 2); et donner la priorité aux femmes et aux jeunes dans le cadre du développement des services financiers (composante 3). La possibilité offerte aux femmes, et en particulier aux femmes chefs de famille, d'administrer officiellement et d'accumuler une épargne sera l'un des principaux piliers de la stratégie du projet en matière d'égalité entre les sexes. La participation effective des femmes et des jeunes aux divers types de formation sera garantie par l'application de quotas et de mesures antidiscriminatoires. Des données précisant la proportion de femmes seront fournies pour tous les aspects, y compris pour la composition des équipes de projet ainsi que la répartition des responsabilités au sein des organisations bénéficiant d'un appui et pour les investissements d'une manière générale. Le projet disposera d'un budget spécifique pour les activités relatives aux femmes et aux jeunes, ainsi que d'un personnel qualifié employé à plein temps pour promouvoir, faciliter et superviser la réalisation des objectifs les concernant.

B. Alignement et harmonisation

32. La République bolivarienne du Venezuela estime que le FIDA est un partenaire stratégique dans la lutte contre la pauvreté, qui frappe les populations vivant dans des zones vulnérables, telles que les régions arides et semi-arides visées par le projet. L'expérience acquise par CIARA en matière d'exécution des projets au cours des 25 dernières années sera mise à profit par le projet, s'agissant en particulier des deux phases successives du projet PROSALAFa exécutées dans deux autres régions semi-arides du pays. Conçu conjointement avec CIARA, le projet s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement économique et social.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

33. Le projet reproduit à plus grande échelle les opérations ayant bénéficié précédemment de l'appui du FIDA dans les régions arides et semi-arides du pays (en particulier, le projet PROSALAFa). Son principal enjeu est de réduire la pression exercée sur les ressources marines et halieutiques en favorisant la diversification et la durabilité des moyens de subsistance. Il faudra pour ce faire à la fois améliorer la gestion des moyens de subsistance traditionnels et leur trouver des solutions de remplacement. L'une des principales contributions du projet sera d'engager, dans le cadre de programmes, des initiatives visant à développer l'aquaculture pour produire des macroalgues, des mollusques et d'autres espèces commercialisables. Les initiatives d'aquaculture, ainsi que les investissements du projet concernant le traitement après capture, au profit des ménages qui vivent de la pêche artisanale, ont pour objet de contribuer à accroître les revenus sans aggraver la pression exercée sur les stocks de poissons.
34. Le projet met également en application une stratégie innovante concernant la délégation aux organisations du pouvoir populaire de responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles à l'échelon territorial; cette stratégie s'inscrit dans le cadre d'une initiative gouvernementale plus vaste visant à réorganiser à l'échelle nationale la base institutionnelle de la démocratie participative locale. Le projet financera des "itinéraires d'apprentissage", afin de faciliter le partage des savoirs

pratiques acquis grâce aux expériences menées par les organisations du pouvoir populaire, et de favoriser les alliances intercommunautaires. Ainsi, les femmes et les jeunes seront en mesure de tirer profit du soutien mutuel apporté par les membres des groupes de pairs qui participent à la vie politique et économique de leurs communautés respectives.

D. Participation à l'élaboration des politiques

35. Le projet s'inscrit parfaitement dans le cadre des réformes institutionnelles et juridiques ambitieuses et favorables aux pauvres que l'administration actuelle met en œuvre, tirant ainsi avantage de la forte volonté politique qui existe dans le pays en faveur de l'intégration sociale et économique des populations rurales pauvres. Alors que les réformes politiques sont en cours, le FIDA, par le biais de son portefeuille de pays, continuera à appuyer des mesures concrètes visant à assurer une plus grande égalité sociale et économique, compte tenu du système élargi de droits politiques, civils et culturels qui a été établi avec la fondation en 1999 de la République bolivarienne du Venezuela.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

36. Un accord de financement entre la République bolivarienne du Venezuela et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
37. La République bolivarienne du Venezuela est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire.
38. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalent à quatre millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 550 000 DTS) (équivalent approximativement à 7,0 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire, accordera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalent à dix millions sept cent dix mille euros (10 710 000 EUR) (équivalent approximativement à 15,0 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto Desarrollo integral y sustentable para las zonas áridas de los estados Nueva Esparta y Sucre (PROSANESU)"

(Negociaciones concluidas el 23 de noviembre de 2012)

Proyecto Desarrollo integral y sustentable para las zonas áridas de los estados Nueva Esparta y Sucre (PROSANESU) (el "Proyecto")

La República Bolivariana de Venezuela, actuando por órgano del Ministerio del Poder Popular de Planificación y Finanzas (MPPPF) (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA" o el "Fondo")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 100º período de sesiones aprobó el Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria y asimismo autorizó que dicho Fondo Fiduciario, actuando mediante el FIDA en su capacidad de Administrador del mismo, contrajera un convenio de préstamo con el Reino de España ("España");

CONSIDERANDO que el Fondo Fiduciario es una actividad auxiliar del FIDA aprobada por la Junta Ejecutiva del FIDA en el marco del Artículo 7 Sección 3 del Convenio Constitutivo del FIDA;

CONSIDERANDO que España y el FIDA, en su capacidad de Administrador del Fondo Fiduciario, han contraído un Convenio de Préstamo con fecha 28 diciembre 2010¹;

las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y Disposiciones de Ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de Asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente Convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado. En caso de discrepancia entre las disposiciones de este Convenio y las Condiciones Generales, prevalecerán las disposiciones del Convenio.

¹ Convenio de Crédito entre el Reino de España ("España"), representado por el Instituto de Crédito Oficial ("ICO") en su calidad de Agente Financiero y la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria ("Facilidad"), representada por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA", "Fondo" o "Fideicomisario"), en su calidad de Fideicomisario

3. A raíz del presente Convenio el FIDA proporcionará al Prestatario una Financiación compuesta por una suma en Derechos Especiales de Giro (DEG) y una suma en EURO, que será utilizada por el Prestatario para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto de la Financiación estará compuesto por:

A. Un préstamo de cuatro millones quinientos cincuenta mil Derechos Especiales de Giro (DEG 4 550 000), equivalentes aproximadamente a Veinte y Nueve Millones Setecientos Setenta y un mil novecientos veinte y cuatro Bolívares (Bs 29 771 924) al tipo de cambio de fecha 21 de noviembre de 2012. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo de la suma en DEG será el Dólar de los Estados Unidos de América.

B. Un préstamo de diez millones setecientos diez mil Euro (EURO 10 710 000) equivalentes aproximadamente a cincuenta y nueve millones sesenta y siete mil quinientos setenta y ocho Bolívares (Bs 59 067 578) al tipo de cambio de fecha 21 de noviembre de 2012. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo de la suma en EURO será el EURO.

2. La Financiación se concede en condiciones ordinarias y tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años.

El Préstamo en DEG estará sujeto al pago de intereses sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso a un tipo de Interés de Referencia FIDA pagadero semestralmente en Dólares de los Estados Unidos de América. El tipo de Interés de Referencia para los préstamos en DEG está actualmente basado en el tipo compuesto LIBOR/EURIBOR/DEG semestral de las monedas que conforman la canasta DEG más un margen variable compuesto. El margen variable compuesto aplicado por el FIDA será un promedio de los spread aplicados por el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento para préstamos similares en el mismo semestre.

El Préstamo en EURO estará sujeto al pago de intereses sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso a un tipo de Interés de Referencia FIDA para los Préstamos del Fondo Fiduciario pagadero semestralmente en EURO. El Tipo de Interés de Referencia del Fondo aplicable a los Préstamos en EURO, es la tasa de interés EURIBOR a seis (6) meses más el margen aplicado por el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento correspondiente al EURO.

3. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.

4. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo en DEG y del Préstamo en EURO serán pagaderos cada 15 de junio y 15 de diciembre. En caso que una de las fechas de pago coincida con un día que no sea hábil para efectuar el pago, éste se efectuará el día hábil inmediatamente siguiente. El capital de ambas sumas será pagadero en treinta (30) plazos semestrales consecutivos y en lo posible iguales, comenzando tres (3) años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de los fondos. El Fondo proporcionará al Prestatario una declaración de los montos a ser pagados, así como las instrucciones bancarias al menos cuatro (4) semanas antes de la fecha en que deba realizarse dicho pago.

5. El Prestatario abrirá y mantendrá una(s) Cuenta(s) Designada(s) en el Banco Central de Venezuela. El Organismo Responsable del Proyecto abrirá y mantendrá una(s) Cuenta(s) del Proyecto, en beneficio de las Partes del Proyecto, en un banco u otra

institución financiera regulada por la ley que rige las instituciones del sector bancario en la República Bolivariana de Venezuela.

6. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida local para el Proyecto por un monto equivalente aproximadamente a veinte y ocho millones de Dólares de los Estados Unidos de América (USD 28 000 000), equivalentes aproximadamente a ciento veinte millones cuatrocientos mil Bolívares (Bs 120 400 000) al tipo de cambio de fecha 21 de noviembre de 2012.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio del Poder Popular para la Agricultura y Tierras (MPPAT), quien actuará a través de la Fundación de Capacitación e Innovación para Apoyar la Revolución Agraria (CIARA).

2. Se designa Parte adicional en el Proyecto a la Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP).

3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio. La fecha de entrada en vigor, de acuerdo a lo señalado en las Condiciones Generales (Sección 13.01), será la fecha en que el Fondo y el Prestatario hayan firmado el presente Convenio.

Sección D

El Fondo gestionará la contabilidad interna y los desembolsos de la Financiación y proporcionará acompañamiento, apoyo y supervisión a la implementación del Proyecto.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera que es motivo para la suspensión del presente Convenio que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Adicionalmente a las condiciones para el retiro de fondos previstas en las Condiciones Generales, se considera que son condiciones para el retiro de fondos:

- a) Que el borrador del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido presentado al FIDA.
- b) Que la(s) Cuenta(s) Designada(s) y la(s) Cuenta(s) del Proyecto hayan sido abiertas, de acuerdo a lo señalado en la Sección B.5, *supra*.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministro
Ministerio del Poder Popular de
Planificación y Finanzas (MPPPF)
Avenida Urdaneta, Esquina de Carmelitas,
Edificio Sede del MPPPF, piso 9, Ala Este
Oficina Nacional de Crédito Público
Código Postal 1010, Caracas, Venezuela

Por el FIDA

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el FIDA y tres para el Prestatario.

REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA

MINISTERIO DEL PODER POPULAR DE PLANIFICACIÓN Y FINANZAS

Jorge A. Giordani C
Ministro

FONDO INTERNACIONAL
DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Anexo 1

Descripción y Disposiciones de Ejecución del Proyecto

Descripción del Proyecto

1. *Población-objetivo.* La población-objetivo está compuesta por pobladores de hogares pobres y extremadamente pobres de las zonas rurales áridas, semiáridas y en transición en los estados Nueva Esparta y Sucre (Área del Proyecto). Asimismo, se incluyen a pobladores de hogares que viven en condición de extrema pobreza en las áreas periurbanas de los centros poblados en la misma Área del Proyecto. Los pobladores incluyen a pescadores artesanales, campesinos, trabajadores del sector del comercio informal, asalariados ocupados informalmente en el sector de transformación de recursos hidrobiológicos, micro-empresarios y artesanos con escasos recursos y oportunidades. El Proyecto priorizará la participación de los jóvenes y mujeres jefes de hogar.

2. *Objetivos.* El Proyecto contribuirá a disminuir los niveles de pobreza extrema y a satisfacer las necesidades básicas de la población-objetivo a través del fortalecimiento y consolidación de las instancias del Poder Popular; el apoyo a la creación de opciones y oportunidades para la diversificación económica y la soberanía alimentaria; la inclusión financiera para el fomento de la sostenibilidad económica y ambiental de los medios de vida, así como el manejo de los riesgos familiares y comunitarios.

El Poder Popular es definido como el ejercicio pleno de la soberanía por parte del pueblo en lo político, económico, social, cultural, ambiental, internacional, y en todo ámbito del desenvolvimiento y desarrollo de la sociedad, a través de sus diversas y disímiles formas de organización, que edifican el estado comunal.

3. *Componentes.* El Proyecto incluye tres componentes técnicos: A) Desarrollo y consolidación del Poder Popular; B) Desarrollo y diversificación sostenible del Sistema Económico Comunal; y C) Opciones y servicios de innovación e inclusión micro-financiera.

A. *Componente de desarrollo y consolidación del Poder Popular.* El objetivo principal de este componente es fortalecer las capacidades de las diferentes instancias del Poder Popular para el ejercicio de la soberanía, la democracia participativa y la promoción de formas de autogobiernos comunitarios y comunales para el manejo de los recursos naturales en el marco de las políticas nacionales de desarrollo sustentable y ordenamiento territorial.

Las principales actividades bajo este componente incluyen:

- Capacitación, acompañamiento y asistencia técnica para fortalecer las capacidades de las instancias del Poder Popular. Se realizarán diagnósticos de las organizaciones del Poder Popular existentes en el Área del Proyecto donde se recabará la información de base necesaria para diseñar un programa con estrategias y metodología de capacitación, acompañamiento y asistencia técnica.
- Cofinanciamiento de propuestas de fortalecimiento institucional. El Proyecto cofinanciará la elaboración e implementación de Planes de Fortalecimiento de organizaciones del Poder Popular de dos tipos: Planes de Fortalecimiento Básico y/o Programas de Desarrollo y Consolidación de las organizaciones del Poder Popular. Las propuestas de planes serán elaboradas, presentadas y, en caso de ser aprobadas, ejecutadas por las organizaciones proponentes.
- Apoyo al ordenamiento territorial participativo. El Proyecto fortalecerá las capacidades institucionales de organizaciones del Poder Popular de manera que

puedan participar en procesos de ordenamiento territorial participativo, utilizando la cartografía participativa que codifica de manera fácilmente transmisible los saberes locales relativos a recursos hídricos o hidrobiológicos, culturales, entre otros.

- Planificación estratégica del desarrollo comunitario rural. Los Planes Estratégicos de Desarrollo Comunitario y Comunal elaborados de conformidad con los lineamientos y directrices del ordenamiento territorial participativo, definirán las acciones prioritarias que serán evaluadas para posible cofinanciamiento del Proyecto. Se priorizarán acciones de saneamiento básico y aquellas dirigidas a la reducción de vulnerabilidad a desastres, preparación de reglamentos de uso y manejo para la conservación y reconstitución de los recursos naturales.

B. *Componente de desarrollo y diversificación sostenible del Sistema Económico Comunal.* El objetivo de este componente es construir opciones para la diversificación y la sostenibilidad de los medios de vida y economía local, generando nuevas fuentes de ingresos para las mujeres y jóvenes y mejorando la seguridad y soberanía alimentaria de la población-objetivo.

Este componente cofinanciará con transferencias no-reembolsables iniciativas (o sub-proyectos) endógenas y mancomunadas que organizaciones del Poder Popular y otras organizaciones de base presenten y sean aprobadas, de acuerdo a los requisitos, criterios y techos financieros establecidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Las iniciativas contemplarán entre otros:

- Diversificación económica y emprendimientos en los sectores agrícolas, transformación, comercialización y venta de servicios;
- Inversión productiva o de saneamiento, incluyendo infraestructura, a nivel comunitario o familiar;
- Adopción de prácticas y medios de producción acordes con el concepto de pesca responsable definido en la legislación nacional venezolana;
- Desarrollo de la acuicultura sustentable; y
- Conservación y uso eficiente de los recursos naturales, con énfasis en la racionalización del uso de los recursos hídricos.

Las propuestas deberán incluir un plan de negocio simplificado y serán evaluadas de acuerdo a los criterios establecidos en el Manual de Operaciones del Proyecto. En aquellos casos que la Unidad Ejecutora del Proyecto determine que las capacidades organizativas de la población-objetivo sean débiles y previo acuerdo con esta población, aquella podrá asumir la gestión de las inversiones productivas hasta que dichas capacidades hayan sido consolidadas.

C. *Componente de opciones y servicios de innovación e inclusión micro-financiera.* El objetivo de este componente es propiciar un mayor y mejor acceso del grupo-objetivo a servicios microfinancieros diversificados que les permitan una mejor administración de sus recursos.

Las principales actividades incluyen:

- Educación financiera de familias y organizaciones de base del Poder Popular. El Proyecto capacitará al grupo-objetivo en educación financiera, entendida como la socialización del conocimiento, habilidades y actitudes necesarias para la adopción

de buenas prácticas de manejo del dinero para la generación de ingreso, gasto, ahorro, endeudamiento e inversión.

- Asesoramiento y acompañamiento para la diversificación de servicios microfinancieros. El Proyecto ofrecerá capacitación, acompañamiento y asistencia técnica en temas organizacionales, contables y de gestión a las organizaciones microfinancieras de base del Poder Popular con la finalidad de mejorar su participación ciudadana, sustentabilidad y autogestión. Parte de las actividades bajo este componente se basarán en los resultados positivos de acciones similares desarrolladas en el Proyecto de Desarrollo de Comunidades Rurales Pobres (PRODECOP), el Proyecto de Apoyo a los Pequeños Productores de las Zonas Semiáridas de los estados Falcón y Lara (PROSALAFa) y el Proyecto de Desarrollo Rural Sostenible para las zonas semiáridas de los estados Falcón y Lara Segunda Fase: PROSALAFa II, ejecutados por la Fundación CIARA.
- Socialización de servicios financieros mediante banca móvil y corresponsales no bancarios. El Proyecto realizará estudios y ofrecerá incentivos para el desarrollo de proyectos pilotos que busquen la apertura de servicios financieros a través de la banca móvil y corresponsales no bancarios en puntos estratégicos del Área del Proyecto con miras de facilitar el acceso al ahorro, pagos de créditos y de servicios bancarios públicos y remesas.

II. Disposiciones de Ejecución

1. Organismo Responsable de la Ejecución del Proyecto.

1.1 *Designación:* El Prestatario designa como Organismo Responsable de la Ejecución del Proyecto al MPPAT, quien actuará a través de la Fundación CIARA.

1.2 *Responsabilidades del MPPAT:* Entre sus responsabilidades se incluye: i) incorporar en su presupuesto anual los requerimientos de recursos necesarios del Proyecto y tramitar su respectiva aprobación y; ii) ejecutar y supervisar el Proyecto de acuerdo a los términos de este Convenio, el Manual de Operaciones del Proyecto, las normas nacionales venezolanas y las normas aplicables del FIDA.

1.3 *Responsabilidades de la Fundación CIARA:* Además de ser responsable por la implementación directa de las actividades del Proyecto, la Fundación CIARA –a través de la Unidad Ejecutora- se encargará de: i) preparar el Manual de Operaciones del Proyecto y otros lineamientos para la ejecución del mismo; ii) aprobar los Planes Operativos Anuales (POA); iii) conocer y revisar los informes de avance semestrales y anuales del Proyecto; iv) preparar y entregar al Fondo los estados financieros anuales del Proyecto; v) contratar a la empresa de auditoría externa encargada de revisar los informes financieros y preparar el informe de auditoría; vi) revisar y remitir los informes de auditoría; vii) revisar y comentar el informe de evaluación de revisión a mitad de período del Proyecto; viii) suscribir las solicitudes de desembolsos de los préstamos, con sus respectivos documentos de soporte; y ix) apoyar la coordinación de las actividades del Proyecto con las otras instituciones que intervienen en su ejecución.

2. La Unidad Ejecutora del Proyecto.

2.1 *Establecimiento:* La Fundación CIARA establecerá una Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP) con rango de Coordinación adscrita a la Presidencia de la Fundación que estará a cargo de la ejecución directa de las actividades diarias del Proyecto. La UEP contará con una sede principal de Coordinación del Proyecto y dos Oficinas Técnicas Estadales ubicadas en el Área del Proyecto.

2.2 *Coordinación del Proyecto, sede principal:* La Coordinación del Proyecto contará con un(a) Coordinador(a), el/la Secretario(a) de Coordinación y el personal profesional y administrativo necesario en sus Unidades de Gestión Administrativa, de Seguimiento y Evaluación, de Coordinación Técnica, y de los tres componentes técnicos. Las Unidades de Gestión Administrativa y de Seguimiento y Evaluación contarán con un(a) Coordinador(a) de Unidad, especialistas y demás personal administrativo. La Unidad de Coordinación Técnica contará con un Coordinador Técnico y otros especialistas y personal administrativo. Las unidades de componentes contarán con un Coordinador por cada componente, un asistente y especialistas.

2.3 *Responsabilidades del(a) Coordinador(a) del Proyecto:* Entre sus responsabilidades se incluyen: i) dirigir los actos administrativos, técnicos, financieros y operacionales del Proyecto; ii) supervisar las actividades ejecutadas por sus Unidades; iii) rendir reportes periódicos al MPPAT, a través de la Presidencia de la Fundación CIARA; iv) desarrollar y mantener actualizado y en funcionamiento un sistema computarizado para la gestión administrativa y financiera del Proyecto; v) asegurar la preparación oportuna de los Planes Operativos Anuales (POAs) e informes de avance semestrales y anuales del Proyecto; vi) entregar al Fondo los estados financieros anuales y los informes de auditorías; vi) representar al Proyecto en las gestiones ante instituciones públicas y organizaciones del Poder Popular que resulten necesarias para la eficiente ejecución de las actividades del Proyecto.

2.4 *Las Oficinas Técnicas Estadales:* Cada Oficina contará con un(a) Coordinador(a), un asistente de administración y un asistente en planificación, seguimiento y evaluación. Estarán encargadas de desarrollar vínculos regionales con las organizaciones del Poder Popular y los gobiernos municipales focalizados por el Proyecto de manera de lograr la ejecución incluyente del mismo.

2.5 *Selección del personal de la UEP:* Las posiciones del Coordinador(a) de Proyecto, Coordinador Técnico, y Coordinadores de Oficinas Técnicas Estadales serán seleccionadas de conformidad con los criterios acordados entre la Fundación CIARA y el FIDA. El resto del personal profesional y administrativo será seleccionado mediante un evento de inducción-selección en cada estado, de conformidad con criterios acordados entre la Fundación CIARA y el FIDA.

2.6 *Reemplazo del personal de la UEP:* El reemplazo del Coordinador(a) de Proyecto, Coordinador Técnico, y Coordinadores de Oficinas Técnicas Estadales podrá hacerse en base a una propuesta de transición presentada por la Presidencia de la Fundación CIARA al FIDA que incluya medidas que garanticen la continuidad en la implementación del Proyecto.

3. *Manual de Operaciones del Proyecto.*

3.1 La Fundación CIARA preparará un borrador del Manual de Operaciones del Proyecto que incluirá las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Proyecto, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa incluidos los indicadores de resultado anuales, el flujo de fondos que estará a disposición de las Partes del Proyecto y de la población-objetivo, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos a la población-objetivo y requerimientos de contrapartida local, los roles y funciones de los equipos del Proyecto y otros asuntos acordados por las Partes.

3.2 La Fundación CIARA someterá el borrador del Manual de Operaciones del Proyecto al FIDA para que formule sus observaciones y emita su no-objeción. Si fuera necesario,

la Fundación CIARA podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que se consideren oportunas aplicar durante la implementación, las cuales serán efectivas después de la no-objeción del FIDA, debiendo este último notificar al Prestatario tales modificaciones.

Anexo 2*Cuadro de Asignaciones*

1. a) *Asignación de los recursos de la Financiación.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se sufragarán con la Financiación y la asignación de los montos en DEG y EURO a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto de la Financiación asignado en DEG	Porcentaje de financiación de gastos totales (del monto en DEG)	Monto de la Financiación asignado en EURO	Porcentaje de financiación de gastos totales (del monto en EURO)
I. Vehículos y Equipos	190 000	20%	520 000	50%
II. Subproyectos y Transferencias Comunitarias	3 120 000	11%	8 440 000	26%
III. Contratación de Servicios, Consultoría y Auditorías	260 000	6%	680 000	14%
IV. Administración y Gestión	520 000	10%		
Sin asignación	460 000		1 070 000	
TOTAL	4 550 000		10 710 000	

b) El saldo correspondiente a cada Categoría señalada en el Cuadro de Asignaciones *supra*, será aportado por el Prestatario con recursos de la contrapartida local u otras fuentes de financiamiento.

c) Los términos que se emplean en el cuadro *supra* se definen a continuación:

- I. Vehículos y Equipos. Se refiere a los costos de vehículos automotores, lanchas, equipamiento informático, mobiliario y demás bienes necesarios para el funcionamiento de la sede principal de la Coordinación del Proyecto y de las Oficinas Técnicas Estadales.
- II. Subproyectos y Transferencias Comunitarias. Se refiere a las transferencias e incentivos monetarios a grupos y organizaciones elegibles para la implementación de sub-proyectos y emprendimientos sostenibles bajo los tres componentes técnicos, incluyendo aquellos casos de gestión de las inversiones por parte de la UEP, descritos en el Componente B del Anexo 1. Los recursos desembolsados a través de los sub-proyectos y transferencias comunitarias pueden cubrir gastos relacionados con asistencia técnica, capacitación, equipos menores, infraestructura productiva a nivel familiar y comunitaria, y otras iniciativas identificadas en las propuestas de planes de fortalecimiento organizativo, planes estratégicos de desarrollo comunitario y comunal, sub-proyectos e iniciativas de inclusión micro-financiera desarrolladas e implementadas por la población-objetivo bajo los tres componentes del Proyecto.

- III. Contratación de Servicios, Consultorías y Auditorías. Se refiere a los gastos de pre-inversión, estudios, evaluaciones, sistematizaciones y auditorías contratadas por parte de la UEP. También serán admisibles los gastos relacionados a estudios específicos de apoyo a la gestión de recursos naturales, emprendimientos e inclusión financiera, así como consultorías contratadas por la UEP para el fortalecimiento de los sectores comunitarios, asociativos y del Poder Popular para el desarrollo de capacidades y apropiación de una visión integral de desarrollo sustentable.
- IV. Administración y Gestión. Se refiere a gastos relacionados a remuneraciones, pago de salarios de personal de la UEP, incluyendo las Oficinas Técnicas Estadales. Asimismo, se incluyen costos de mantenimiento, desenvolvimiento de la UEP: pago de servicios básicos, alquileres, viáticos, pasajes, combustibles, mantenimiento de vehículos, imprenta, promoción y comunicación, seguros contra accidentes y comunicaciones, así como otros materiales, suministros y servicios.

Sin Asignación. Se refiere a una categoría de apoyo a las demás, cuando se tenga la necesidad de incrementar recursos en alguna Categoría, en común acuerdo entre el Fondo y el Prestatario.

d) Los porcentajes de financiación indicados en el cuadro *supra* se aplican a los totales de los gastos de cada Categoría. Para la admisibilidad de gastos bajo la Financiación, no es necesario aplicar los porcentajes indicados a cada gasto individual.

e) Los recursos de la Financiación (en DEG y EURO) indicados en el cuadro *supra* excluyen la financiación de impuestos.

2. *Costos de puesta en marcha.* El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha en las Categorías I, III, y IV realizados antes de satisfacer las condiciones previas para el retiro de fondos (Sección E 2 del presente Convenio) no deberán exceder un monto total equivalente a Doscientos Mil Dólares de los Estados Unidos de América (USD 200 000) equivalentes aproximadamente a Ochocientos Sesenta Mil Bolívares (Bs 860 000) al tipo de cambio de fecha 21 de noviembre de 2012.

Marco lógico

	INDICADORES	MEDIOS DE VERIFICACIÓN	SUPUESTOS
<p>FINALIDAD (OBJETIVO SUPERIOR DE DESARROLLO) El proyecto ha contribuido a disminuir los niveles de pobreza y pobreza extrema, y satisfacer las necesidades básicas de los habitantes de las zonas áridas, semiáridas y en transición de los estados Sucre y Nueva Esparta, bajo el enfoque de manejo sustentable en consonancia con el Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Los activos de las familias participantes han mejorado en al menos un 40%. (RIMS 3er nivel) El nivel de malnutrición infantil crónica ha disminuido en los estados de Sucre y Nueva Esparta. (RIMS 3er nivel) 	<ul style="list-style-type: none"> Estudios de base e impactos al medio término y final del proyecto Estadísticas gubernamentales sobre los territorios Sistematizaciones finales del proyecto 	
<p>PROPÓSITO 55.000 hogares rurales y periurbanos de comunidades pobres con escasa atención gubernamental e históricamente excluidas han mejorado su seguridad alimentaria y diversificado sus ingresos de una manera sostenible, participando activamente en los procesos territoriales de desarrollo y consolidación del Poder Popular y del Sistema Económico Comunal.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 70% de los hogares atendidos por el proyecto han diversificado los medios de vida que sostienen su economía familiar y mejorado su seguridad alimentaria. 	<ul style="list-style-type: none"> Estudio de base e impactos al medio término y final del proyecto Encuestas a una muestra de hogares participantes Sistema de SyE del proyecto Estadísticas gubernamentales sobre los territorios Minutas de las instancias del Poder Popular Informes semestrales de avance del proyecto 	<p>Los lineamientos de las políticas del Poder Popular y del Sistema Económico Comunal siguen vigentes durante la ejecución del proyecto.</p> <p>Los efectos adversos de la variabilidad climática no afectan el normal desarrollo de las actividades socioproductivas.</p> <p>La renta petrolera se mantiene en niveles aceptables para cubrir la demanda del presupuesto nacional.</p>
<p>OBJETIVO ESPECÍFICO 1 1. Las capacidades para la gobernanza participativa, la gestión territorial y el manejo y conservación de los recursos naturales de las comunidades y organizaciones se han fortalecido en el marco de las políticas nacionales de desarrollo sustentable y ordenamiento territorial.</p> <p>RESULTADOS 1.1 Las organizaciones del Poder Popular y otras organizaciones de base atendidas por el proyecto han fortalecido sus capacidades para la gestión territorial. 1.2 Los jóvenes y mujeres ciudadanos/as en el área del proyecto toman parte activa en los procesos de toma de decisiones y actividades de la vida político-administrativa y socioeconómica de sus comunidades. 1.3 Se han establecido e implementan Planes Estratégicos de Desarrollo Comunitario y Comunal de conformidad con los lineamientos y directrices del ordenamiento territorial.</p>	<p>No. de grupos de la comunidad formados o fortalecidos (1.6.4); no. de miembros de grupos de la comunidad (desglosado por sexo y grupo de edad) formados o fortalecidos (1.6.5); no. de grupos de la comunidad en cuyos cargos hay mujeres (1.6.6); al menos 70% de las organizaciones del Poder Popular y otras organizaciones de base atendidas por el proyecto elaboran e implementan planes de fortalecimiento organizacional; al menos 60% de ellas participan activamente en la formulación, ajuste, actualización y revisión de sus planes de ordenamiento territorial; al menos 50% de los Consejos de Pescadores y Acuicultores y grupos organizados de pescadores participan en la preparación del ordenamiento de la pesca, incluyendo el desarrollo de estrategias para el co-manejo del recurso pesquero; al menos 80% de las comunidades atendidas han participado y elaborado Planes Estratégicos de Desarrollo Comunitario y Comunal; al menos 80% de las organizaciones del Poder Popular y otras organizaciones de base atendidas por el proyecto elaboran y gestionan cofinanciamiento para sus propuestas; eficacia: Desarrollo de comunidades: Número de proyectos comunitarios ejecutados (2.6.2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Estudio de base e impactos al medio término y final del proyecto Sistema de SyE del proyecto Estadísticas gubernamentales sobre los territorios Minutas de las instancias del Poder Popular Informes semestrales de avance del proyecto 	<p>Los conflictos al interior y entre comunidades acerca del aprovechamiento de los recursos naturales no se han profundizado.</p>
<p>OBJETIVO ESPECÍFICO 2 2. Los hogares participantes han fortalecido sus capacidades de autogestión y la sostenibilidad de los</p>	<p>Número de personas (desglosado por sexo y grupo de edad) capacitadas en actividades generadoras de ingresos (1.5.1); número de personas (desglosado por sexo y</p>	<ul style="list-style-type: none"> Estudio de base e impactos al medio término y final del proyecto Encuestas a una muestra de hogares 	<p>La disponibilidad y calidad de agua en la zona resultan adecuadas para implementar los nuevos</p>

<p>medios de vida en el medio árido, semiárido y marino-costero, a través del incremento en el valor de sus activos y la diversificación de sus ingresos provenientes de la implementación de sus iniciativas cofinanciadas por el proyecto.</p> <p>RESULTADOS</p> <p>2.1 Las mujeres y jóvenes están trabajando en nuevos emprendimientos de transformación y servicios, diversificado sus medios de vida y la economía local, y estableciendo bases para una distribución de los ingresos familiares más equitativa.</p> <p>2.2 Los Consejos de Campesinos y Pescadores y otros organizaciones de base participantes ejecutan sub-proyectos productivos basados en la aplicación de prácticas más sustentables, tanto para la conservación de suelos, bosques y agua, como para el manejo de la pesca artesanal.</p> <p>2.3 Se ha consensuado con los actores la adopción y puesta en marcha de un enfoque de ecosistema para el desarrollo de la acuicultura en la zona.</p>	<p>grupo de edad) capacitadas en gestión de recursos naturales (1.1.9); probabilidad de sostenibilidad de las empresas: Número de empresas que funcionan rentablemente al cabo de tres años (2.5.2); número de organizaciones y redes socio productivas, Consejos de Campesinos y Pescadores, comités de riego y mesas técnicas de agua, y otras organizaciones de base constituidas legalmente y ejecutando sub-proyectos de diversificación productiva que impulsen el manejo integral de los recursos naturales sostenible y mejoren la seguridad y soberanía alimentaria de los hogares participantes; Eficacia: Producción agrícola y ganadera mejorada: Número de pescadores que han adoptado las tecnologías recomendadas (2.2.2).</p>	<p>participantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sistema de SyE del proyecto • Estadísticas gubernamentales sobre los territorios • Minutas de las instancias del Poder Popular • Informes semestrales de avance del proyecto • Informes de INSOPESCA 	<p>emprendimientos.</p> <p>INSOPESCA mantiene su interés en fomentar acuicultura en la zona.</p> <p>La articulación inter institucional se mantiene de manera efectiva.</p>
<p>OBJETIVO ESPECÍFICO 3</p> <p>Las familias participantes cuentan con un mayor y mejor acceso a servicios microfinancieros diversificados, que les permiten una mejor administración de sus recursos, incrementando sus posibilidades efectivas de inversión en capital humano, capital físico y capital social, y mejorando su capacidad de generación de ingresos y protección de sus activos.</p> <p>RESULTADOS</p> <p>3.1 Las familias participantes manejan y han adoptado las mejores prácticas en el manejo del dinero, fomentando el ahorro y teniendo un mejor acceso a servicios financieros.</p> <p>3.2 Las organizaciones microfinancieras de base del Poder Popular han fortalecido sus capacidades y diversificado sus servicios a las familias rurales.</p> <p>3.3 Los servicios financieros en el área del proyecto se encuentran en expansión a través de la banca móvil y corresponsales no bancarios.</p>	<p>Número de grupos de ahorro y crédito formados o fortalecidos (1.3.1); número de miembros (desglosado por sexo y grupo de edad) de los grupos de ahorro y crédito formados o fortalecidos (1.3.2); número de grupos de ahorro y crédito en cuyos cargos directivos hay mujeres (1.3.3); al menos el 80% de las familias atendidas por el proyecto reciben educación financiera; al menos 40% de las comunidades atendidas conforman grupos de ahorro solidario con enfoque de género e intergeneracional; al menos 4 proyectos pilotos con organizaciones microfinancieras incorporando servicios vinculados a micro-seguros se han diseñado e implementado para evaluar su factibilidad técnica y demanda en el área del proyecto; al menos un 25% de las organizaciones microfinancieras del Poder Popular establecen un plan estratégico y ejecutan sus respectivos planes operativos; al menos 2 proyectos pilotos de banca móvil se han diseñado e implementado para evaluar su factibilidad técnica y regulatoria en el área del proyecto; Eficacia: Acceso mejorado de los pobres a servicios financieros (2.3.2).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Estudio de base e impactos al medio término y final del proyecto • Sistema de SyE del proyecto • Estadísticas gubernamentales sobre los territorios • Minutas de las instancias del Poder Popular • Informes semestrales de avance del proyecto 	<p>Las instituciones microfinancieras ligadas a las instancias del Poder Popular ven factible la diversificación de sus servicios y su expansión a las zonas rurales.</p>
<p>COSTOS Y FINANCIAMIENTO</p> <p>CALENDARIO DE APROBACIÓN</p>	<p>Préstamo FIDA: US\$ 7 m Fondo Fiduciario Español: US\$ 15 m Corporación Andina de Fomento (CAF): US\$ 15 m Contraparte GdeV/ Aporte financiero: US\$ 28 m Beneficiarios/as: US\$ 3.8 m</p> <p>QE: 27 de julio 2012 QA: 10 de octubre 2012 JE: Diciembre 2012</p>		